CONSULTATIONS POLITIQUES

L'énigme Zeroual

Les anciens présidents de la République seront, fort probablement, reçus par Abdelaziz Bouteflika en personne et non pas par la commission que préside Abdelkader Bensalah. C'est en tout cas ce que suggère la réponse, donnée sur cette question, par Mohamed Ali Boughazi, lors de son point de presse hebdomadaire hier samedi.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - «Cela se fera dans un autre cadre», répondait en effet le porte-parole de l'Instance de consultations sur les réformes politiques à la question de savoir si les anciens présidents ont été conviés à se rendre au palais d'El Mouradia au même titre que tous les anciens hauts responsables algériens.

Certainement pour des considérations protocolaires et considérant leur rang de chefs d'Etat, Ahmed Ben Bella, Chadli Bendjedid, Ali Kafi et Liamine Zeroual seront invités en tant que tels et, donc, à rencontrer Bouteflika.

Mis à part Liamine Zeroual qui, depuis sa passation de consignes le 26 avril 1999, a mis un point d'honneur de ne plus rencontrer, sous quelque forme que ce soit, son successeur, Ben Bella, Chadli et Ali Kafi répondront certainement à l'invitation de Bouteflika.

Depuis son retrait officiel du pouvoir, Zeroual s'est en fait imposé un mutisme et un effacement de la scène publique jamais remis en cause. Une conduite qu'aucun autre président algérien n'a autant respectée : ni déclaration publique, ni apparition, fût-elle protocolaire.

Seul Ali Benflis a eu le privilège d'être reçu par l'ancien président, chez lui à Batna, lors de la campagne électorale pour la présidentielle d'avril 2004. Ceci, tandis qu'il déclinait systématiquement toutes les invitations, officielles ou officieuses, de son successeur. Au point où, même à chacune des visites de Bouteflika dans la capitale des Aurès, Zeroual venait exceptionnellement à Alger pour ne pas devoir à «croiser» l'illustre visiteur de Batna ! Ce qui n'est vraiment pas le cas des autres anciens présidents en vie de l'Algérie indépendante : Ben Bella, Chadli et Ali Kafi. Ces trois ex-chefs d'Etat ont d'ailleurs toujours honoré les invitations de Abdelaziz Bouteflika. Y compris Chadli Bendjedid, en dépit de la mémorable brouille entre les deux hommes au tout début du règne de Abdelaziz Bouteflika qui ne ratait, que l'on se rappelle, aucune occasion pour descendre en flammes et Chadli et sa présidence.

«L'ère des présidents stagiaires, c'est fini avec moi !» proclamait Bouteflika en 1999. Et de tous, l'aversion qu'avait Bouteflika pour Chadli dépassait tout entendement ! Bouteflika se délectait publiquement lorsqu'il multipliait les formules assassines à l'endroit de celui qu'il accusait ouvertement de l'avoir privé de son droit «filiale» d'hériter de la présidence après la mort de Boumediène.

Pire, il n'hésitera pas non plus à le tourner en dérision sur toutes les chaînes de télévision mondiales.

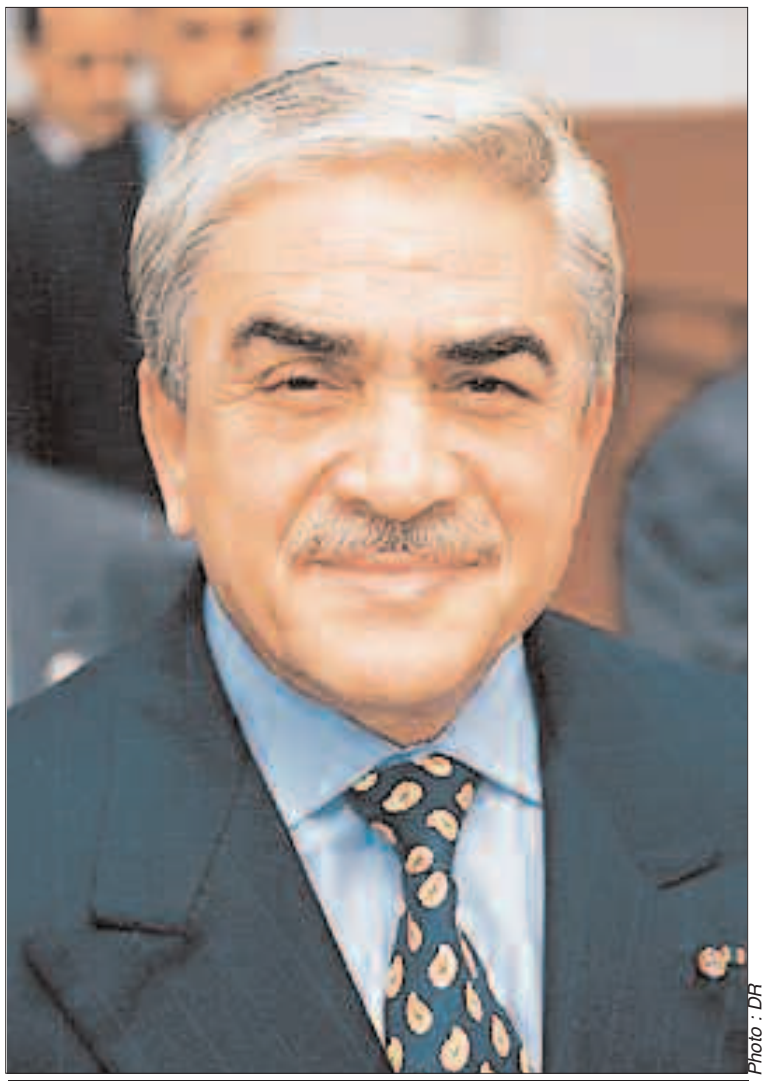

Photo : DR

Liamine Zeroual.

«J'ai entendu dire que le président Mitterrand avait reçu le président algérien pendant dix heures. Connaissant les deux hommes, je sais que le président Mitterrand peut tenir une discussion pendant des heures sur tous les sujets. Mais je me demande ce que le président algérien a pu lui raconter, lui qui ne peut pas tenir une discussion de dix minutes pour dire des choses essentielles.»

Cette réflexion de Bouteflika sur Chadli, faite sur une chaîne française en 1999, avait soulevé un tollé en son temps. N'empêche, les deux hommes ne s'évitent plus et Chadli sera certainement de la partie pour les consultations politiques en cours.

«Bouteflika suit le travail de la commission au jour le jour»

Mohamed Ali Boughazi a tenu, par ailleurs, à rappeler que l'Instance de consultations sur les réformes politiques sanctionnera ses travaux par «un rapport qui sera soumis au président de la République».

Pour lui, «l'Instance n'est pas un mécanisme de statistiques chargé de quantifier les propositions» mais son travail est fondamentalement politique en ce sens qu'elle va soumettre à Bouteflika un rapport détaillé contenant les grandes tendances qui se dégageront des consultations en cours.

En attendant «naturellement, le président suit, au jour le jour, le travail de l'Instance».

De même que les membres de l'Instance, à leur tour, «suivent avec intérêt les déclarations faites par ses invités. L'Instance tient à préciser que ces déclarations n'engagent que leurs auteurs».

Boughazi annoncera, du reste, que les séances de consultations seront suspendues pour trois jours, «les 14, 15 et 16 juin, journées que nous allons consacrer à des réunions internes pour reprendre avec les rencontres le 18 juin prochain». Cette suspension des travaux est surtout motivée par les assises de la société civile qu'organisera le Cnes les 14, 15 et 16 juin.

K. A.

AÏT AHMED RÉAMÉNAGE LE SECRÉTARIAT NATIONAL DU FFS ET AVERTIT :

«La crise de gouvernance mutera en crise d'État défaillant»

Le Front des forces socialistes (FFS) réaménage son secrétariat national à la demande de son président. Aït Ahmed, dans une note adressée au secrétariat national, considère que les propositions de réformes annoncées par le chef de l'Etat sont peu crédibles.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Le premier secrétaire national du FFS a rencontré Aït Ahmed. Une rencontre que qualifie Karim Tabbou d'importante.

A l'issue de cette dernière, le président du FFS a rendu publique une note dans laquelle il écrit que «les propositions de réformes proposées par le chef de l'Etat sont peu crédibles et peu susceptibles de remédier au tsunami politique, économique et social provoqué par la décennie de sang suivie par une décennie de prédation de grande ampleur».

Dans cette même note, le président du FFS s'interroge sur les fonctions assignées à la commission Bensalah. «Objectivement, on cherche à gagner du temps mais surtout à faire diversion. Comment peut-on choisir ce moment pour, dans l'opacité absolue, conclure un train d'accords commerciaux et financiers avec des partenaires étrangers ?» écrit-il, promettant de faire en temps voulu «les mesures nécessaires pour empêcher le bradage du pays» et avertissant que «le problème de gouvernance du pays est en train de détruire les relations entre les institutions elles-mêmes. Ceci risque de faire muter la crise de gouvernance en crise d'Etat défaillant. Ce qui peut connecter l'Algérie de la manière la plus dangereuse qui soit sur la crise globale».

Donnant le ton, Aït Ahmed considère qu'il est temps de «prendre la juste mesure», écrivant que «nous avons tous pu mesurer le respect que nos compatriotes autant que nos partenaires étrangers portent à notre parti.

Ce respect, nous avons le devoir de le faire fructifier en nous investissant dans la construction des institutions capables, à partir du parti, d'aller à la rencontre des Algériennes et des Algériens qui partagent nos valeurs de démocratie, de liberté et d'engagement citoyen».

C'est dans cette optique que le secrétariat national a été réaménagé. Il compte 24 membres tandis qu'un cabinet conseils, suivi et orientation des élus locaux a été constitué. Il comptera neuf membres.

C'est cette nouvelle composante qui ira vers la session ordinaire du parti prévue les 1er et le 2 juillet prochain. Une session qui sera consacrée à l'analyse politique. L'actualité internationale ne sera pas en reste. Le président du parti l'a d'ailleurs évoquée dans sa note considérant que «la position algérienne est difficile à lire : d'une part, un soutien officiel à Khadafi au nom de la stabilité quand, d'autre part, est menée, dans la presse et sur les sites électroniques, une campagne totalement alignée sur les positions françaises».

N. I.

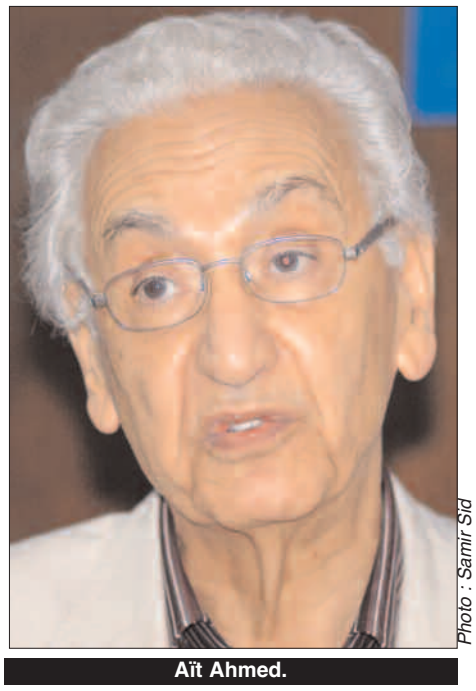

Photo : Samir Sid

Aït Ahmed.

RAPPROCHEMENT FFS-MSP

Tabbou dément

Pas de rapprochement en vue entre le MSP et le FFS. Le premier secrétaire national du FFS dit n'avoir reçu aucune proposition écrite de la part du numéro un du MSP.

Les seules deux correspondances que le parti d'Aït Ahmed a reçues sont une copie des propositions du parti de Soltani datant de janvier dernier et une invitation à participer à une rencontre commémorant le décès de feu Mahfoud Nahnah.

«A part cela, nous n'avons rien reçu», dit Tabbou, qui animait hier une conférence de presse.

N. I.